

je suis tu es
nous sommes tous
migrants



Décembre 2022

Lettre d'information



Pensez à cliquer sur "lire le message dans son intégralité" si le message est tronqué pour ne manquer aucune information.

Edito

Chère adhérente, cher adhérent, chère sympathisante, cher sympathisant,

Malgré l'effroi et la résistance qui nous habitent depuis la militarisation de la frontière et ses conséquences criminelles, nous sommes heureux de célébrer avec vous une victoire symbolique importante : Après que la justice française ait refusé d'établir la vérité et la justice sur la mort de Blessing Matthew, la Cour Européenne des Droits de l'Homme vient d'accepter d'instruire la requête que nous avons déposée avec la famille de Blessing. Cette décision conforte notre détermination à poursuivre nos actions en justice, face à une politique régressive qui ne cesse de s'accroître.

Les récentes déclarations du président et du ministre de l'Intérieur amalgament immigration et délinquance en toute démagogie. Leur décision d'une nième loi Asile et Immigration montre l'acharnement des gouvernements à stigmatiser les personnes exilées, restreindre leur accès aux droits, criminaliser les personnes privées de titre de séjour et faciliter les poursuites contre les solidaires.

En Italie, le gouvernement d'extrême-droite a refusé l'accès à ses ports aux bateaux de sauvetage, contre toutes les lois maritimes. Les conditions indignes dans lesquelles les personnes rescapées de l'Océan Viking ont été reçues à Toulon en novembre dernier montrent que la France n'a guère de leçon à donner, au moment même où un rapport accablant pointe la responsabilité du Centre Régional Opérationnel de Surveillance et de Sauvetage maritimes dans le naufrage dans la Manche du 24 novembre 2021.

Dans le Briançonnais, 3500 personnes exilées ont été accueillies au Refuge Solidaire en 2022, malgré la politique de refoulement systématique et les traques dans la montagne. Ces dénis de droits et ces violences occasionnent des traumatismes et parfois l'intervention du secours en montagne. Comme nous les y encourageons, certains membres des forces de l'ordre refusent d'exercer ces violences et de harceler les solidaires, malgré la politique indigne des autorités qui encourage de fait les violences policières.

Dans ce contexte, avec plusieurs ONG, nous avons à nouveau alerté la Préfecture le 23 septembre dans un courrier qui rappelle que les atteintes aux droits que nous dénonçons s'appuient sur nos observations et sur les témoignages que nous recueillons. Nous mettons en ligne dans les prochains jours notre premier rapport annuel sur les pratiques policières à la frontière du Briançonnais.

Face à la recrudescence des violences, alors que les conditions

hivernales aggravent les dangers encourus, c'est la population que nous alertons aujourd'hui pour que chacune et chacun se mobilise à son niveau. Dimanche 18 décembre, nous agissons ensemble à l'occasion de la Journée Internationale des Migrants. A Briançon nous ferons la « Faites de la Fraternité » dont vous trouverez le programme dans cette lettre.

Pour mieux agir et communiquer plus régulièrement avec vous, nous lançons un appel à bénévoles. Toute aide est la bienvenue, même à distance ! Ce sont aussi vos dons qui permettent de financer nos actions en toute indépendance, notamment en justice. Votre fidélité par votre adhésion et son renouvellement à partir du 1er janvier prochain témoignent que nous sommes toujours plus nombreux et nombreuses à refuser la politique illégale, illégitime, barbare et dangereuse du gouvernement, et à exiger que les droits fondamentaux de toute personne, d'où qu'elle vienne, soient respectés.

L'équipe de Tous Migrants

Au Sommaire

1. NOS PRINCIPALES ACTIONS

- Alerte à la population
- Suite de l'affaire Blessing
- Rapport sur les pratiques policières à la Frontière
- Lettre inter associative au Préfet
- "Faites de la Fraternité" du 18 Décembre

2. AIDEZ NOUS !

- Appel à Bénévoles
- Appel à dons

3. AU DELÀ DE NOS MONTAGNES

- Communiqué de presse Italie
- Loi "Asile et Immigration" : notre position
- Quelques autres Initiatives inter associatives
- Infos diverses

Nos principales actions

NOUVELLE ALERTE À LA POPULATION

ALERTE À LA POPULATION

7 personnes sont mortes, 3 disparues, des dizaines d'autres gravement blessées.

Mais les chasses à l'homme continuent dans nos montagnes !

PLUS JAMAIS ÇA !

6 ans après notre première alerte à la population, nous faisons toujours les mêmes constats. Les violences d'Etat contre les personnes exilées ne cessent de se renforcer jusque dans le Briançonnais, tandis que les fléaux qui contraignent les populations à fuir leur pays se multiplient. L'exception envers les personnes de nationalité ukrainienne a montré qu'il est possible d'accueillir dignement, tout en dévoilant le caractère discriminatoire de la politique actuelle.

Au lieu de respecter les droits fondamentaux, les gouvernements successifs n'ont cessé de militariser la frontière, pour un coût direct de plusieurs dizaines de millions d'euros par an pour le seul Briançonnais, soit

un gâchis considérable par rapport aux sommes nécessaires à l'accueil digne et au respect du droit.

Cette politique n'engendre que morts et souffrances supplémentaires, les frontières abiment durablement, physiquement et psychiquement, les personnes. Les risques liés à la traversée notamment en saison hivernale sont bien réels (hypothermie, gelure) et sont accentués par la militarisation de la frontière (fuite, cachette, chute). Pour exemple, la nuit du 19 au 20 novembre 2022, 4 personnes ont été blessées à la suite d'un contrôle par surprise en pleine montagne et de la course poursuite qui a suivi, avec une personne hospitalisée à Briançon. Des pratiques humiliantes ont été également rapportées récemment dans le cadre d'enfermement à la Police Aux Frontières de Montgenèvre.

La criminalisation de la solidarité perdure. Le harcèlement, les intimidations, les amendes abusives voire mensongères, les poursuites judiciaires sont toujours de mise envers les solidaires, et ceci malgré nos multiples signalements aux autorités compétentes.

Nous ne baissons pas les bras. Nous continuons notre veille active à la frontière pour réduire les risques, témoigner, dénoncer et alerter les autorités dédiées, le tout pour obtenir des avancées sur le respect des droits à la frontière. Des décisions récentes nous confortent dans notre action. Par exemple, le 22 novembre, après la relaxe des 3+4, deux solidaires ayant subi de la prison viennent d'obtenir réparation en justice. Le 23 novembre, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a accepté d'instruire la requête que nous avons déposée au côté de la famille de Blessing Matthew pour que vérité et justice soient faites.

[Pour lire le texte complet de cette alerte](#), lancée avec Médecins du Monde, avec le soutien des associations suivantes La Cimade, Secours Catholique Caritas France, cliquez sur le bouton ci-dessous.

LIRE LE TEXTE COMPLET

VERITÉ ET JUSTICE POUR BLESSING

Le 7 mai 2018, Blessing Matthew chutait dans la Durance en crue, alors qu'elle était poursuivie par une patrouille de gendarmes mobiles. Les deux personnes qui l'accompagnaient avaient réussi à se cacher. Depuis sa cachette, Hervé voyait et entendait toute la scène qu'éclairaient les torches des gendarmes mobiles.

Au-delà de la douleur de sa famille et de ses deux compagnons de route, la mort de Blessing a suscité une vive émotion dans le Briançonnais. Elle a concrétisé les craintes, maintes fois exprimées par la société civile, concernant la militarisation de la frontière haute-alpine et ses conséquences dangereuses pour les personnes exilées. C'est le premier cas documenté d'une personne exilée décédée dans le Briançonnais, depuis la décision du gouvernement français de rétablir les contrôles fixes aux frontières en 2015. Depuis lors, plusieurs autres cas ont été documentés. Au total, de 2015 à mai 2022, 46 personnes ont trouvé la mort en tentant de franchir la frontière franco-italienne.

À la suite de sa mort, la famille de Blessing - soutenue par l'association

briançonnaise Tous Migrants - n'a eu de cesse de demander vérité et justice pour sa mort. Mais la justice française a refusé toute instruction depuis le classement sans suite de l'enquête du procureur disculpant les gendarmes mobiles. Elle a refusé d'entendre le témoin et d'examiner les nombreuses omissions, contradictions et zones d'ombre de l'enquête de police judiciaire, mises en évidence par notre contre-enquête et par celle de Border Forensics.

Face à l'impunité des responsables et au déni de justice en France, nous avons déposé une requête devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) le 25 octobre.

Le 23 novembre, la CEDH nous a signifié que notre requête était recevable et que la Cour allait donc l'examiner.

Nous espérons que sa décision obligera la justice française à ouvrir l'instruction et faire correctement son travail, en toute impartialité. Mais cela peut prendre du temps, pour ne pas dire des années. Nous allons donc poursuivre notre travail de sensibilisation sur ce drame qui est la conséquence d'une politique responsable de dizaines de morts dans les alpes, de centaines de morts aux frontières de notre pays et de dizaines de milliers de morts aux frontières de l'Europe.

Pour tout savoir sur ce drame et l'action que nous conduisons avec la sœur de Blessing, Border Forensics et nos avocats :

POUR TOUT SAVOIR SUR CE
DRAME



RAPPORT SUR LES PRATIQUES POLICIERES À LA FRONTIÈRE : Un an de
refoulements et de déni des droits

Le 23 septembre 2022, le tout nouveau préfet des Hautes-Alpes, Dominique Dufour, déclarait sur BFM-DICI vouloir faire « *de l'immigration illégale* » une priorité, et soulignait « *l'engagement des policiers et notamment les policiers de la police aux frontières qui agissent dans des conditions difficiles pour faire ce travail, et font un travail exemplaire dans le respect total des personnes qu'ils interpellent.* »

Pourtant les habitants.e.s, les solidaires et les militant.e.s de part et d'autre de la frontière sont témoins tous les jours des pratiques qui contredisent ces déclarations.

De nombreuses enquêtes ont été réalisées à la frontière franco-italienne depuis 2017 par les associations et collectifs partenaires, mais aussi par

les autorités administratives indépendantes et par des élus. La dernière en date a été réalisée par des parlementaires dans le cadre la commission d'enquête parlementaire dont le rapport a été publié en novembre 2021. Tous ces travaux ont confirmé nos constats.

Face à la poursuite d'une politique mortifère et à la communication trompeuse qui l'accompagne, Tous Migrants tient à visibiliser dans un rapport une nouvelle année de pratiques policières aux frontières, pour rappeler que ce sont les pratiques policières obéissant à cette politique qui rendent la frontière alpine dangereuse pour les personnes illégalisées qui tentent de les contourner. Ce processus d'illégalisation, qu'illustrent les propos du préfet, est au cœur de la stratégie de légitimation de ces pratiques auprès des forces de l'ordre elles-mêmes et vis-à-vis de l'opinion publique.

Le rapport sera rendu public au cours de la conférence de presse qui se tiendra dimanche 18 décembre vers 17h dans le cadre de la Faites de la Fraternité. Il sera disponible en ligne sur le site de Tous Migrants.

Au sommaire :

Intro (édito, contexte, méthodologie)

1ère partie : Refouler à tout prix

1. Course-poursuites et contrôles ciblés
2. Procédures expéditives menant aux violations systématiques des droits des personnes
3. Violation du droit fondamental de demander l'asile à la frontière
4. Privation de liberté : une durée et des conditions d'enfermement aléatoires
5. Situation des mineurs isolés étrangers
6. Des refoulements faisant obstacles aux soins

2ème partie : Entraves aux maraudes, une forme de répression de la solidarité

1. Filatures et contrôle d'identité répétés
2. Intimidations verbales
3. Amendes abusives
4. Entraves à l'autorité médicale : zoom sur l'Unité mobile de mise à l'abri (UMMA), un partenariat Tous Migrants et Médecins du Monde

Conclusion

Bibliographie

**LETTRÉ INTER ASSOCIATIVE AU PRÉFET (22/09) :
Droits des personnes à la frontière Franco Italienne.**

Le 22 septembre, Amnesty International France, Anafé, La Cimade, Médecins du Monde, Médecins sans Frontières, Secours Catholique-Caritas France et Tous Migrants adressent une lettre au nouveau préfet des Hautes-Alpes.

Nous lui rappelons les interpellations effectuées auprès de la préfète précédente concernant de graves manquements que nous avons observés dans le cadre de nos actions quant au respect des droits prévus par les réglementations nationales et internationales.

Dans une annexe jointe, nous répondons au courrier du 8 avril 2022 de l'ancienne préfète, pour rappeler, point par point et textes à l'appui,

l'illégalité des pratiques que nous observons et dénonçons à la frontière depuis des années.

LIRE LE COURRIER

“FAÎTES DE LA FRATERNITÉ” du 18 DÉCEMBRE 2022

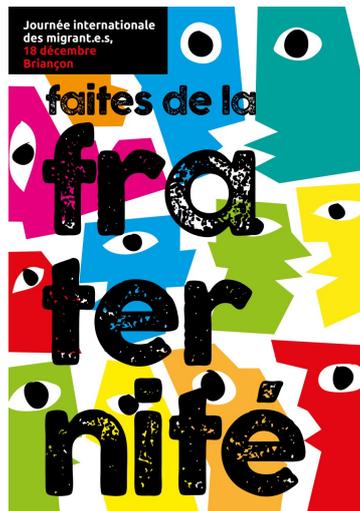
Le 18 décembre, c'est la journée internationale des migrant.e.s.
Pour cet évènement, rejoignez-nous à Briançon, pour la “**Faites de la fraternité**”.

Déambulons en fanfare et exigeons:

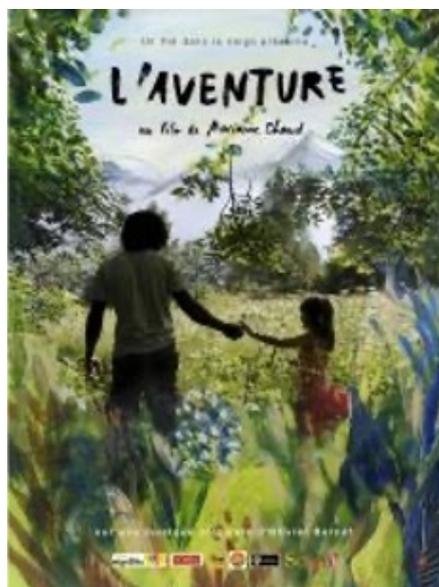
- **la protection des vies, pas des frontières**
- **la liberté de circulation pour tout.e.s**
- **le droit à un accueil digne et inconditionnel**
- **la régularisation des sans-papiers**

Retrouvons- nous nombreux, devant la médiathèque, à 15h30!

Cliquez sur l'image pour voir le programme.



BONUS



“L’Aventure”, le film de Marianne Chaud, qui vient d’obtenir le Grand Prix du festival du film d’aventure de La Rochelle, ainsi que le prix du public, sera en accès libre les 17 et 18 décembre à l’occasion de la Journée Internationale des Migrants sur le lien ci-dessous...

[REJOINDRE LE FILM](#)

Aidez nous !

Nous avons plus que jamais besoin de vous ! Depuis 7 années maintenant, nous sommes sur le pont, à la frontière pour la défense des droits de toute personne, quelle que soit son origine, nous subissons continuellement, exilé.es et solidaires la violence du harcèlement policier et judiciaire.

7 personnes sont mortes, 3 personnes disparues et des dizaines d’autres handicapées à vie. Voilà, à Briançon, le triste bilan de nos politiques migratoires qui refusent la dignité la plus élémentaire aux exilées et condamnent des enfants, des femmes et des hommes à fuir comme un gibier que l’on traque, au nom d’une prétendue sécurité, mais qui est menaçant aujourd’hui ?

La bête immonde n’est pas morte, aujourd’hui renaissant de ses cendres, elle cherche à s’imposer comme la référence idéologique de notre temps. Partout en Europe et dans le monde les discours racistes et xénophobes tiennent le haut du pavé.

Depuis les années 80 ce n’est pas moins de 29 lois sur l’immigration qui ont vu le jour. Cet empilement législatif témoigne à lui seul de l’absurdité démagogique avec laquelle nos gouvernements successifs traitent la question migratoire.

Nous le répèterons inlassablement : la migration fait partie de l’histoire de l’humanité. Nous sommes toutes et tous des descendants d’immigrés. Il est scientifiquement établi que le lien fait aujourd’hui entre immigration et insécurité est une imposture intellectuelle, une propagande au service de la peur.

Notre démocratie, nos libertés sont les fruits de la victoire des valeurs morales de justice, de solidarité et d’égalité contre l’obscurantisme de l’ignorance qui menace de nous ensevelir de nouveau. Mais ces valeurs fondatrices ne sont pas indestructibles. Elles sont fragiles et exigent qu’on se batte pour elles. Aujourd’hui, comme hier, et comme demain, nous nous

mobilisons pour défendre les droits des personnes exilées car défendre leurs droits, c'est défendre les nôtres, c'est défendre l'État de droit.

APPEL À BÉNÉVOLES

Nous avons besoin de votre soutien opérationnel en tant que bénévoles dans nos différents pôles, des compétences multiples sont requises : en maraude, en soutien à l'équipe juridique, en communication/ gestion administrative, vie des réseaux sociaux, coordinations inter-associatives, organisations de mobilisations, d'évènements...

Si certaines actions ne peuvent se faire que sur le terrain, d'autres peuvent être réalisées à distance. Toutes les bonnes volontés sont les bienvenues ! Notre ambition est de permettre à tout le monde de trouver sa place et de manière soutenable, dans le cadre d'un travail d'équipe où chaque personne n'est jamais seule sur une tâche déterminée.

Contactez-nous à tousmigrants@gmail.com

En nous indiquant vos centres d'intérêt, votre disponibilité, vos contraintes.

MERCI D'AVANCE !

APPEL À DONS ET ADHESIONS

Votre aide financière est vitale pour continuer en toute indépendance à témoigner, à dénoncer, à mener des actions en justice, à défendre les personnes exilées et solidaires. À titre d'exemple, cette défense s'est chiffrée au mois de décembre à 10 000 euros en frais de justice.

Pensez également à renouveler votre adhésion à partir du 1er janvier prochain.

Pour les dons et les adhésions, c'est ici :

FAIRE UN DON OU ADHÉRER

FAIRE UN DON MENSUEL

Si vous préférez (mais c'est plus compliqué pour nous), vous pouvez également nous adresser un chèque à notre adresse postale : Tous Migrants 35 rue Pasteur 05100 Briançon. Pensez à nous indiquer votre adresse pour la carte d'adhérent ou le reçu fiscal.

Au-delà des montagnes

L'EXTRÊME DROITE POST-FASCISTE AU POUVOIR EN ITALIE
Une grande menace pour les immigrés et pour la démocratie.

L'arrivée au pouvoir en Italie de la coalition d'extrême droite auto-proclamée post-fasciste constitue une grande menace pour la démocratie, les droits de l'Homme et les libertés dans l'Europe entière. Qu'il s'agisse des personnes pour lesquelles la vie est devenue impossible dans leur pays et qui sont contraintes à l'exil ; des personnes immigrées qui vivent et travaillent en Italie ; de celles qui tentent dangereusement d'y arriver par les Balkans ou l'Afrique, en route vers d'autres destinations ; des millions d'italiens solidaires qui les accueillent et les accompagnent dans leur parcours difficile et dangereux, comme ceci est le cas dans tous les pays de notre continent

[LIRE LA SUITE](#)

ASILE ET IMMIGRATIONS :
vers une nouvelle loi de détérioration des
droits des personnes exilées

Avec plus de 20 textes de loi en 30 ans, la France ne cesse d'adopter des mesures toujours plus répressives à l'encontre des personnes exilées. Un débat sans vote relatif à la « politique de l'immigration » a eu lieu le 6 décembre à l'Assemblée nationale. Le 13 décembre il le sera au Sénat. On assiste à l'accélération et à la « rationalisation » des procédures encadrant l'accès au droit d'asile, notamment en ce qui concerne les expulsions et les régularisations temporaires pour occuper certains emplois provisoirement « sous tension ». Il s'agit pour le gouvernement de rogner encore davantage les droits des personnes étrangères, au mépris des droits fondamentaux : droit de contester les procédures mises en œuvre, droit d'asile, droit à mener une vie privée et familiale normale, droits des enfants, droit à un procès équitable....

[LIRE LA SUITE](#)

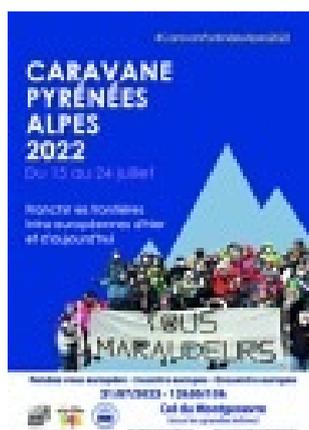
Avec notre partenaire le CCFD-Terre Solidaire et 23 autres organisations, Tous Migrants interpelle le gouvernement face à un énième projet de loi sur l'immigration. En trente ans, plus de vingt textes se sont succédé (le dernier ne datant que de 2018), allant dans le sens continu d'une détérioration des conditions d'accueil et des droits des personnes exilées. Quel est le sens de la poursuite d'une telle inflation législative ? Cliquez sur l'image pour avoir davantage d'informations...



QUELQUES AUTRES INITIATIVES INTER ASSOCIATIVES

21/07 Caravane migranti Pyrénées - Alpes

Pique-nique et discussions pacifiques au col de Montgenèvre entre organisations espagnoles, italiennes et françaises en solidarité avec les personnes exilées, à l'occasion de la Caravane des Migrants.



24/08 Des fanfares pour la solidarité

Manifestation en fanfare devant la PAF. Prises de paroles, suivies d'un pique-nique convivial.



21/09 : Journée internationale de la paix

À l'issue de l'événement organisé par le street artiste Mahn Kloix le 21 septembre, avec Tous Migrants et Médecins du Monde, à l'occasion de la Journée Internationale de la Paix, l'artiste organise une vente de son oeuvre et des photos de cette action au profit du Refuge Solidaire de Briançon.

<https://www.mahn.fr/shop/fragment-de-voyage-6-detail>



25/09 Vente de solidarité organisée à Bourg-en-Bresse par 25 communautés Emmaüs en soutien aux victimes aux frontières avec la participation de Tous Migrants et Refuges solidaires

29/09 et 01/10 : Marche vers Bruxelles et Sommet des Peuples

Tous Migrants était à Bruxelles avec 150 autres organisations, pour dénoncer les politiques migratoires meurtrières des pays européens.

05/11 : Plaidoyer migration et contentieux : regards de juristes et d'associations, dont Tous Migrants, avec une synthèse des travaux téléchargeable !

[LIEN](#)

12/11 NOUVEL APPEL DE TOUS MIGRANTS POUR REFUGES SOLIDAIRES À BRIANÇON !

Refuges Solidaires a besoin de vos dons pour montrer qu'une autre politique est possible et poursuivre sa mission d'accueil d'urgence inconditionnel tant que l'État ne respecte pas ses obligations envers les personnes exilées !

[LIEN](#)

....

INFOS DIVERSES

A soutenir et voir le film "La Frontière" :
Dénoncer à travers l'humour et l'absurde !
Un film d'Éloïse Paul et Pierre Laurendeau

Dans un genre totalement inédit, un nouveau film se prépare sur le passage de la frontière entre Briançonnais et Italie.

« Le court-métrage La Frontière , explique Pierre Lauredeau, le scénariste, est une farce grinçante et assumée. D'une idée d'Armand Guérin, auteur de bande dessinée. J'ai tiré un scénario de film, un roadtrip initiatique de la Guinée au Mont Saint-Michel, illustrant la condition des migrants. La difficulté du tournage de ce projet assez ambitieux, puis le Covid ont simplifié l'histoire. L'émigré est devenu... Nantais et je n'ai gardé que l'épisode du passage de la frontière. »

En savoir plus et soutenir le projet

Lundi 19 décembre 2022 à 19h30
Théâtre du Rond-Point, Paris

Les artistes s'engagent pour SOS MEDITERRANEE



Lectures par :
Juliette Binoche, Guillaume Gouix, Arna Mouglalis, Daniel Pennac

Musique avec :
François Morel, Abdi Al Malis

En présence des auteurs :
Muriel Barbery, Amina Damerdji, Jean-Baptiste Del Amo, Eric Fetterino, Jean-Marie Lacrovetine, Carole Martinez, Marie N'Diaye, Wilfried N'Leodé, et bien d'autres encore !

Retrouvez-nous sur :



Pour recevoir la lettre d'information de Tous Migrants : cliquez [ICI](#)

Sans étiquette politique ou religieuse, Tous Migrants est un mouvement citoyen pacifiste de

sensibilisation et de plaidoyer né en septembre 2015 autour du drame humanitaire des migrants en Europe, qui a pris le statut d'association loi 1901 fin 2016. Fort de l'adhésion de 700 citoyens à la cause qu'il défend, 14.000 abonnés Facebook et 4.500 destinataires de sa lettre d'information, Tous Migrants mène des actions complémentaires depuis le Briançonnais : campagnes de plaidoyer, actions en justice, initiatives de sensibilisation de divers publics (jeunes, élus, touristes, ...), décryptage et partage de l'actualité via une newsletter périodique, un site web et une page Facebook, conférences, ciné-débats, manifestations artistiques ou culturelles de soutien ...

L'action de Tous Migrants repose sur trois principes directeurs :

- C'est en renforçant le lien social local, en ouvrant des espaces de dialogue, d'échange, de convivialité et de solidarité avec notre voisin d'ici (« l'autre d'ici ») que nous accepterons naturellement notre voisin de là-bas (« l'autre de là-bas », étranger, exilé, migrant, réfugié,...)

- Chacun d'entre nous peut « faire sa part », à son échelle, pour contribuer à la résolution de la crise humanitaire actuelle, y compris en plaidant pour l'adoption de décisions politiques conformes aux droits humains fondamentaux, tels que définis notamment par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. Il en va de notre humanité et de notre dignité.

- Les moyens que nous utilisons doivent être conformes aux fins que nous poursuivons. C'est pourquoi notamment le respect des principes de la non-violence doit orienter toutes nos actions.

Tous Migrants. Tous droits réservés.

*Adresse postale :
35 rue Pasteur - 05100 Briançon*